Débat. « Réflexions d'un anti-impérialiste après dix ans de débat »

jeudi 12 août 2021, par ACHCAR Gilbert, SHALOM Stephen R. (Date de rédaction antérieure : 5 mai 2021).

Gilbert Achcar a grandi au Liban et a vécu et enseigné à Paris, Berlin et Londres. Il est actuellement professeur d'études du développement et de relations internationales à la SOAS, Université de Londres. Parmi ses nombreux ouvrages figurent *Le choc des barbaries. Terrorisme et désordre mondial* (10/18, 2004) ; *La poudrière du Moyen-Orient*, coécrit avec Noam Chomsky (Fayard, 2007) ; *Les Arabes et la Shoah. La guerre israélo-arabe des récits* (Actes Sud, 2009) ; *Marxisme, orientalisme, cosmopolitisme* (Actes Sud/Sindbad, 2015) ; *Le peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe* (Actes Sud/Sindbad, 2013) ; *et Symptômes morbides. La rechute du soulèvement arabe* (Actes Sud/Sindbad, 2017). Il a été interviewé par Stephen R. Shalom (professeur de sciences politiques à l'Université William Paterson, New Jersey) pour *New Politics* le 5 mai 2021.

New Politics : Gilbert, tu as récemment publié un article très discuté dans *The Nation* sur l'anti-impérialisme [1]. Je me demande si, pour commencer, tu pourrais nous dire pourquoi tu as écrit cet article et nous résumer brièvement ton argumentation.

Gilbert Achcar : Merci, Steve. J'ai écrit cet article à cause de la grande confusion qui existe aujourd'hui à gauche sur le sens de l'« anti-impérialisme ». A mon sens, cette confusion est principalement le résultat du changement radical de la situation mondiale qui a suivi l'effondrement de l'URSS. Il y a également eu un changement du type de guerres menées dans le Sud mondial. Les guerres impérialistes contre des mouvements ou des régimes de libération nationale ne sont plus le type dominant, comme elles l'étaient dans les premières décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Depuis les années 1990, nous avons assisté à des guerres impérialistes contre des régimes oppressifs, comme en Irak, dans les Balkans ou en Afghanistan. La situation s'est encore compliquée avec ce que l'on a appelé le Printemps arabe en 2011. Les puissances impérialistes occidentales – les Etats-Unis de Barack Obama en premier lieu – ont donné l'impression de soutenir les soulèvements populaires contre les régimes dictatoriaux.

Alors, que signifie être un anti-impérialiste dans ce nouvel environnement international ? C'est la question que j'aborde dans l'article, par suite de ma longue implication personnelle dans de tels débats – surtout à partir de 2011, sur la Libye d'abord, puis sur la Syrie. Le titre original de mon article était « Leur anti-impérialisme et le nôtre » [2]. J'ai formulé trois principes de base de ce qui constitue à mes yeux un anti-impérialisme véritablement progressiste, des principes qui devraient être plutôt élémentaires pour toute personne de gauche, quelle que soit son orientation idéologique, marxiste, anarchiste ou autre, du moment que cette personne adhère au principe le plus élémentaire d'une vraie gauche, qui est la démocratie. Les personnes qui sont d'accord sur ces principes peuvent discuter des tactiques anti-impérialistes. D'autres les rejettent, cependant. J'appelle ces personnes des « néo-campistes » parce qu'elles ne sont plus systématiquement alignées derrière un Etat spécifique ou derrière le « camp socialiste » comme l'étaient les campistes du temps de l'URSS, mais elles déterminent leurs positions de manière négative, par opposition systématique à tout ce que font les gouvernements américain ou britannique accompagnée de sympathie non moins

systématique pour ceux auxquels ces deux gouvernements s'opposent, y compris des régimes despotiques et l'impérialisme rival de la Russie. Les néo-campistes sont le plus souvent incapables d'engager une discussion sans recourir à l'invective et à la calomnie. J'ai conclu mon article par cette observation, et en effet, à peine était-il publié que divers néo-campistes se sont empressés de la confirmer.

Maintenant, quels sont ces trois principes ? Le premier se rapporte au principe démocratique le plus élémentaire que j'ai déjà mentionné. En politique internationale, être de gauche, c'est d'abord soutenir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cela devrait être le point de départ de toute définition d'un anti-impérialisme véritablement progressiste. Ce qui est crucial ici, c'est que ce point de départ n'est pas l'opposition en soi à tel ou tel Etat impérialiste, mais plutôt la défense du droit des peuples à l'autodétermination : c'est bien parce que les Etats impérialistes, par définition, bafouent ce droit qu'il faut les contrer.

Le deuxième principe est que l'anti-impérialisme exige que l'on s'oppose à l'ensemble des Etats impérialistes, plutôt que de soutenir l'un contre les autres ou d'ignorer l'un d'entre eux, ainsi que ses victimes, afin de s'opposer uniquement à l'autre, quel qu'il soit. A gauche, dans les pays occidentaux, on trouve des néo-campistes qui s'opposent uniquement aux impérialismes américain et britannique, ou à l'impérialisme occidental en général, et ignorent au mieux, voire soutiennent, d'autres Etats impérialistes, comme la Russie. On peut trouver l'inverse en Russie : des progressistes qui sont très hostiles à ce que leur gouvernement fait à l'étranger et restent silencieux sur ce que font les gouvernements occidentaux, voire les soutiennent. Une fois que l'on s'élève au-dessus de l'occidentalocentrisme d'une grande partie de la gauche occidentale, on comprend qu'une perspective anti-impérialiste véritablement internationaliste est une perspective qui s'oppose à l'impérialisme quelle que soit sa nationalité ou sa position géographique, à l'Ouest ou à l'Est.

Le troisième principe concerne les cas exceptionnels. Il peut y avoir, en effet, des circonstances exceptionnelles où l'intervention d'une puissance impérialiste est cruciale pour empêcher un massacre ou un génocide, ou pour empêcher qu'un soulèvement démocratique populaire soit réprimé dans le sang par une dictature. Nous avons vu de tels cas surgir ces dernières années. Mais même alors, les anti-impérialistes doivent combattre toute illusion et prôner une défiance absolue à l'égard du pays impérialiste. Ils doivent également exiger que son intervention reste limitée à des formes – et encadrée par des contraintes juridiques, si elles existent – qui ne permettent pas à la puissance impérialiste d'imposer sa volonté ou de déterminer le cours de l'action.

Ce troisième principe explique pourquoi, dans les cas de la Libye et de la Syrie, même si les gouvernements occidentaux prétendaient soutenir le changement démocratique contre le régime réactionnaire dictatorial, je me suis opposé à une intervention directe. La seule exception a été au tout début de l'imposition de la zone d'exclusion aérienne autorisée par l'ONU au-dessus de la Libye, lorsque j'ai expliqué que, pour éviter un massacre annoncé, je *ne pouvais pas m'opposer* à l'intervention dans sa phase initiale. J'ai expliqué mille fois que je n'ai jamais dit que je *soutenais* l'intervention – mais, comme nous le savons, il n'y a pas plus sourd que celui qui ne veut pas entendre. Tout ce que j'ai dit, c'est que je ne pouvais pas m'opposer à cette intervention, ce qui n'est pas la même chose que de dire que je la soutenais, sauf pour ceux qui ne savent pas la différence entre s'abstenir et soutenir, ou qui préfèrent l'ignorer délibérément parce que leur seule façon d'argumenter consiste à déformer les opinions des personnes avec lesquelles ils ne sont pas d'accord.

La population de la deuxième ville de Libye, Benghazi – craignant légitimement d'être massacrée, au moment où le régime libyen dépêchait ses forces très supérieures vers la ville et où le dictateur Kadhafi jurait de les écraser – avait imploré la protection de l'ONU. Même Moscou et Pékin n'ont pu s'y opposer : ils se sont tous deux abstenus au Conseil de sécurité de l'ONU. Mais une fois le danger

immédiat écarté, je me suis opposé à la poursuite des bombardements de l'OTAN, qui allaient bien au-delà du mandat de l'ONU. Mon attitude est devenue identique à celle que j'ai adoptée sur la Syrie depuis le début, à savoir soutenir la livraison d'armes défensives aux insurgés afin de protéger la population. Pas la livraison d'armes à une organisation comme Daech, bien entendu, car elle est aussi oppressive que le régime, sinon plus, mais certainement la livraison d'armes aux forces kurdes en Syrie ou à ce que fut l'Armée syrienne libre avant qu'elle ne tombe sous le contrôle total de la Turquie à partir de 2016.

Je suis opposé à la présence de troupes des Etats-Unis sur le terrain, même dans le nord-est de la Syrie dominé par les Kurdes où elles sont actuellement stationnées. Je suis d'ailleurs opposé aux cinq occupations que subit la Syrie, qui sont par ordre chronologique : Israël, l'Iran et ses auxiliaires, la Russie, la Turquie et les Etats-Unis. Ces cinq Etats ont des troupes sur le sol syrien. Je m'oppose à toutes ces occupations et soutiens le droit du peuple syrien à l'autodétermination démocratique, et non le droit du régime assassin à faire appel à des complices pour l'aider à massacrer son propre peuple, ce que soutiennent certains néo-campistes.

Examinons un peu plus ces trois principes. Les critiques peuvent dire quelque chose comme : mais qu'en est-il du changement de régime par la force (*regime change*) ? Les Etats-Unis n'ont-ils pas un tel programme de changement dans le monde entier – en Ukraine, dans les Balkans, en mer de Chine méridionale et dans la province du Xinjiang ? Ne devrions-nous pas nous opposer à ce programme de changement de régime ?

« *Regime change* » est une expression qui a été utilisée par l'administration Bush. Pour autant que je sache, elle n'a plus été utilisée depuis lors. L'expression utilisée par l'administration Obama face au Printemps arabe était « transition dans l'ordre » (*orderly transition*). Et c'est très différent du « *regime change* » à la Bush. Ce dernier signifie l'occupation d'un pays afin de changer son type de gouvernement, généralement sous le prétexte d'y apporter la démocratie. Il s'agit d'une domination de type colonial à laquelle il faut s'opposer résolument – même s'il s'agissait de la Corée du Nord, un Etat effroyablement totalitaire. Mais le « *regime change* » n'était pas la ligne de conduite de l'administration Obama. Certains à gauche sont à la traîne de la réalité, toujours en retard d'une guerre. Les méthodes et la doctrine de l'impérialisme américain ont changé à la lumière de la débâcle irakienne, comme elles avaient changé après le Vietnam.

La « transition dans l'ordre » peut être considérée comme ayant été la véritable doctrine Obama : elle signifie qu'aucun Etat existant ne devrait être démantelé. L'appareil d'Etat doit être préservé, au lieu de subir le type de démantèlement que l'occupation menée par les Etats-Unis a mis en œuvre en Irak, et qui est considéré depuis lors, à Washington, comme la principale raison de la débâcle ultérieure de l'occupation américaine. Ce qu'Obama a préféré partout au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, c'est un compromis entre l'ancien régime et l'opposition, ouvrant la voie à une transition qui préserve la continuité de l'Etat. Il a fait pression sur les militaires égyptiens en 2011 pour ce type de transition. Il a essayé d'orienter les événements libyens dans cette direction, mais a échoué complètement, l'Etat ayant fini par être complètement démantelé. Il a parrainé la médiation des monarchies du Golfe pour obtenir ce résultat au Yémen. Et c'est ce qu'il a préconisé pour la Syrie, déclarant ouvertement en 2012 qu'il soutenait « la solution yéménite » pour ce dernier pays. En quoi a consisté cette « solution » au Yémen ? Ce fut un compromis entre le chef du régime et l'opposition, obtenu par la médiation des monarchies du Golfe : le président yéménite a abandonné ses fonctions les cédant au vice-président, tout en restant maître de leviers majeurs du pouvoir dans le pays. C'est cette « solution » qu'Obama a préconisée en Syrie.

Cela dit, quelle a été l'intervention la plus importante de l'administration Obama en Syrie ? Pour répondre à cette question, comparons son attitude à l'égard de l'opposition syrienne à la façon dont les Etats-Unis, en collaboration avec le royaume saoudien et les militaires pakistanais, ont soutenu

les moudjahidines qui ont combattu l'occupation soviétique en Afghanistan. Il est bien connu que Washington leur a livré des missiles anti-aériens, du type Stinger. Comparons cela à la Syrie. Non seulement les Etats-Unis n'ont livré aucune arme de ce type au soulèvement syrien – même en 2012, lorsqu'il était encore dominé par ce que l'on pourrait qualifier d'opposition démocratique. Ils ont même interdit à tous leurs alliés régionaux de livrer pareilles armes aux insurgés syriens. La Turquie fabrique des missiles Stinger sous licence américaine, mais elle n'a pas été autorisée à en livrer un seul à l'opposition syrienne – pas plus que les monarchies du Golfe. C'est cela qui fut l'intervention cruciale des Etats-Unis dans le conflit syrien. Et c'est ce qui a permis au régime de Bachar el-Assad de rester en place. Cela lui a permis de conserver le monopole de la force aérienne, au point que son régime a même pu larguer des bombes-barils depuis ses hélicoptères – un type de bombardement des plus aveugles et dévastateurs. Les hélicoptères sont une cible facile pour les armes anti-aériennes, et pourtant, combien d'hélicoptères a-t-on vu être abattus par l'opposition en Syrie ? Presque aucun. La raison de cette intervention américaine était, premièrement, l'opposition d'Israël à la livraison de missiles anti-aériens à l'opposition syrienne, et deuxièmement, la crainte d'Obama de créer les conditions d'une déroute des forces du régime syrien qui aurait conduit à l'effondrement de l'Etat à la manière de ce qui s'est passé en Libye.

Ainsi, l'administration Obama a en fait aidé Bachar el-Assad bien plus qu'elle n'a aidé l'opposition syrienne. L'Iran l'a compris et a intensifié son intervention en Syrie au moyen de ses auxiliaires à partir de 2013, sachant qu'Obama ne ferait rien de sérieux pour l'en empêcher ou pour renforcer qualitativement son soutien à l'opposition. Obama l'a confirmé en 2013 en faisant marche arrière sur la fameuse « ligne rouge » relative aux armes chimiques. Puis en 2015, la Russie est intervenue massivement à son tour. Nous avons donc deux Etats réactionnaires, l'Iran et la Russie, qui interviennent dans le conflit syrien à une échelle beaucoup plus grande que n'importe quelle intervention occidentale. Il est impossible de prétendre le contraire, à moins de déformer complètement les faits. Ajoutons à cela que la principale intervention armée des Etats-Unis en Syrie, y compris le déploiement de troupes au sol, s'est faite en réalité aux côtés de la seule force de gauche engagée dans le conflit syrien, qui est le mouvement kurde. C'est quelque chose que le néo-campisme ne peut pas concevoir.

La Russie est une puissance impérialiste de moindre importance. Mais quelqu'un pourrait te dire : s'il y a une puissance impérialiste majeure et une autre mineure, n'est-il pas logique de concentrer notre attention sur l'opposition à la puissance majeure ?

C'est la logique du moindre mal, objet d'une longue histoire de débats. Cependant, considérons ce que l'on veut dire quand on parle d'un moindre mal. Non pas qu'il soit de moins grande envergure, mais qu'il soit moins dangereux, moins brutal, moins « mauvais » que l'autre. Ainsi, une force capitaliste libérale, bien que plus forte, pourrait être considérée comme un moindre mal par rapport à une force fasciste plus faible. Dans cette optique, je ne pense vraiment pas que la Russie soit de quelque façon que ce soit un « moindre mal » par rapport aux Etats-Unis. La Russie a écrasé le peuple tchétchène sur son propre territoire entre 1994 et 2009 d'une manière qui n'est certainement pas moins brutale, si elle n'est pas plus brutale, que ce que les Etats-Unis ont fait en Irak pendant la même période. Il s'agit dans les deux cas de crimes énormes. En outre, le gouvernement russe est bien plus autoritaire et antidémocratique que le gouvernement des Etats-Unis. L'impérialisme américain peut être arrêté par une action de masse. L'impérialisme russe ne permet à aucune opposition de masse de se développer. Il y a donc plusieurs considérations qui font que la caractérisation de la Russie comme « moindre mal » est dénuée de sens. Et même si l'économie russe est largement dépassée par celles des Etats-Unis et de la Chine, la force armée russe représente une part beaucoup plus importante de la force militaire mondiale que l'économie russe ne représente de l'économie mondiale, et la Russie est de plus en plus agressive dans la projection de sa puissance à l'étranger.

Il suffit de regarder ce que la Russie fait aujourd'hui dans ma partie du monde – je m'excuse encore une fois de parler de ma partie du monde et de ne pas tout considérer à partir de New York ou de Londres. Que fait la Russie aujourd'hui au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ? Elle a joué et joue encore un rôle clé dans le soutien au régime syrien, l'une des dictatures les plus meurtrières de la région, et elle est elle-même responsable d'une bonne partie des destructions, meurtres et carnages qui ont eu lieu dans ce pauvre pays. L'intervention russe a consisté principalement en bombardements aériens et frappes de missiles, et quand on sait ce que de tels bombardements peuvent faire – au nom de la lutte contre Daech, les bombardements américains sur des parties limitées de la Syrie ont provoqué une terrible dévastation, notamment dans la ville de Raqqa – on peut imaginer ce qu'ont fait les bombardements russes à une échelle beaucoup plus grande, sur tous les territoires qui étaient sous le contrôle de l'opposition lorsque la Russie a commencé son intervention directe en 2015, et jusqu'à présent.

Depuis lors, la Russie intervient également en Libye, en collaboration avec le régime égyptien d'Abdel Fattah al-Sissi et les Emirats arabes unis, les deux Etats les plus réactionnaires de la région avec le royaume saoudien. Les troupes russes Wagner – qui sont encore moins « privées » que ne l'était leur équivalent américain, l'ex-Blackwater – interviennent en Libye pour soutenir l'ex-homme de la CIA Khalifa Haftar, qui a regroupé autour de lui des forces allant de vestiges de l'ancien régime aux salafistes pour combattre le gouvernement de réconciliation soutenu par les Nations unies. Vladimir Poutine a également apporté son soutien résolu au maréchal Sissi en Egypte, depuis le moment où celui-ci a organisé son coup d'Etat, bien avant que Trump ne le décrive comme son « dictateur préféré ».

Ainsi donc, si l'on considère le rôle de la Russie dans ma partie du monde, il n'est certainement pas meilleur que celui des Etats-Unis. En Syrie, il est certainement bien pire : là-bas, les principales actions des Etats-Unis, par ordre d'importance, ont été de combattre Daech, de soutenir le mouvement kurde à cette fin, et de soutenir des fractions de l'opposition syrienne, alors que la principale action de la Russie a été de combattre l'opposition syrienne afin de maintenir le régime Assad en place.

Revenons au cas de la Libye. Comment décrirais-tu l'opposition à Kadhafi au début du soulèvement ? S'agissait-il d'une opposition djihadiste ?

Pas du tout. C'était un groupe hétéroclite de personnes ayant des orientations idéologiques fort diverses. N'oublions pas que Kadhafi a pris le pouvoir en 1969 et que le soulèvement contre son régime a eu lieu en 2011. Cela faisait plus de 40 ans qu'il était au pouvoir ! Le gouvernement libyen était brutalement répressif ; il ne tolérait aucune forme d'opposition. En 2003, il a brusquement basculé dans la collaboration avec Washington et sa « guerre contre le terrorisme ». Dans ce contexte, il s'est engagé dans des accords de ce qu'on appelle « *extraordinary rendition* » avec les gouvernements occidentaux, accords en vertu desquels ces derniers ont livré au gouvernement libyen des opposants djihadistes qu'ils détenaient. Parmi ceux-ci figurait l'une des personnalités qui allaient émerger plus tard dans le soulèvement, un homme qui a ensuite poursuivi le gouvernement britannique en justice pour l'avoir livré au gouvernement libyen [3]. Il y avait donc bien des djihadistes, qui avaient combattu le gouvernement et étaient considérés par Washington et ses alliés comme des terroristes. Mais ils n'étaient qu'une composante d'un vaste conglomérat d'opposants qui comprenait diverses sensibilités politiques : des démocrates, des libéraux, des Frères musulmans et même quelques militants de gauche – une gamme semblable à celle qui occupait la place Tahrir au Caire, mais avec une domination moins forte des forces islamiques que ce ne fut le cas en Egypte.

La première élection qui eut lieu en Libye après la chute de Kadhafi, en 2012, s'est distinguée par une participation élevée, une participation réelle puisque les gens n'étaient plus obligés de voter comme dans les élections bidon du passé. Et la grande surprise fut que les forces islamiques

n’obtinrent qu’une minorité des voix. Les libéraux obtinrent une majorité. Cela montre bien que le soulèvement de 2011 n’était pas dominé par les djihadistes. En fait, l’une des premières figures clés du soulèvement était Abdel Fattah Younès, qui avait été l’un des proches compagnons de Kadhafi depuis 1969 et était considéré comme le numéro deux du régime. Il s’est rangé du côté du soulèvement lorsque les combats ont commencé et a été assassiné quelques semaines plus tard. L’autre figure de proue, l’homme qui s’est imposé comme président du Conseil national de transition, était le ministre de la Justice, le juge Mustafa Abdul Jalil, un homme que l’on pourrait décrire comme musulman libéral. En somme, l’opposition était très hétérogène, bien sûr. Dans un soulèvement contre une dictature en place depuis longtemps, il est tout à fait normal de voir toute la gamme des courants d’opposition s’unir contre le régime. C’est ce qui s’est passé en Libye, comme ailleurs.

Certaines personnes disent que la Libye allait mieux sous Kadhafi. Que réponds-tu à cela ?

Si les choses avaient été si bonnes sous Kadhafi, il n’y aurait pas eu de soulèvement populaire. L’allégation que la Libye était mieux lotie sous Kadhafi ne tient pas compte du fait qu’il s’agit d’un pays à la population limitée et aux revenus pétroliers et gaziers élevés, avec un PIB par habitant de 12 000 dollars en 2010, le pétrole et le gaz représentant alors deux tiers de l’économie et la quasi-totalité des exportations – ce qui indique de la façon la plus claire le grand échec du régime en matière de développement. La population libyenne aurait dû être bien mieux lotie qu’elle ne l’était en 2011, lorsque le soulèvement a eu lieu. La Libye est un pays où les disparités régionales sont considérables. Le régime privilégiait certaines régions du pays, celles auxquelles appartenait la base sociale qui lui était acquise, et en négligeait d’autres. Il a dilapidé une grande partie des revenus du pays dans des achats d’armes (à partir de 2004 principalement auprès des Etats occidentaux) et des aventures militaires insensés.

Tu trouveras certes des gens qui citent des chiffres tels que le PIB par habitant, le taux d’alphabétisation, l’espérance de vie et l’indice de développement humain, pour dire que la Libye se portait mieux que les autres pays africains. Mais il s’agit d’une comparaison très spécieuse. Pourquoi ne pas comparer la Libye aux monarchies du Golfe, qui ont des populations tout aussi petites et d’énormes revenus pétroliers et gaziers ? Plusieurs de ces monarchies ont obtenu de meilleurs résultats que la Libye. Laisse-moi te lire un extrait de ce rapport de 2011 de l’International Crisis Group intitulé « *Making Sense of Libya* » :

> « Avec une population d’à peine six millions d’habitants, de nombreux Libyens pensent que leur pays devrait ressembler à Dubaï. Pourtant, des années de mauvaise planification, de développement insuffisant et fragmentaire et de corruption omniprésente (auxquelles s’ajoutent les effets paralysants de sanctions internationales prolongées) ont laissé certaines parties du pays dans un état d’abandon considérable. Le ressentiment à cet égard est particulièrement fort chez les habitants de l’Est, qui pensent, à tort ou à raison, que le gouvernement a favorisé d’autres parties du pays et a délibérément désavantagé leur région. Malgré la richesse économique du pays, de nombreux Libyens pratiquent au moins deux emplois pour survivre (dont un le plus souvent dans le secteur public, où les salaires restent pour la plupart dérisoires). La pénurie de logements est aiguë, avec un besoin estimé à 540 000 unités supplémentaires. Comme l’opinion publique le perçoit, la plupart des opportunités économiques qui se sont présentées depuis 2003 […] sont restées entre les mains d’une élite restreinte. Elles ont notamment été saisies par les propres enfants de Kadhafi et sa famille élargie, qui ont tous accumulé de grandes fortunes dans des secteurs très variés, comme la santé, le bâtiment, l’hôtellerie ou l’énergie. Ces perceptions populaires ont été récemment renforcées par la divulgation de rapports diplomatiques occidentaux. Selon les missives diplomatiques des Etats-Unis publiés par WikiLeaks, les enfants de Kadhafi

> ont régulièrement profité des richesses du pays ; l'une de ces missives a noté qu'il est "devenu courant" que des fonds publics soient utilisés pour promouvoir des entreprises contrôlées par ses enfants et indiqué que leurs entreprises ont bénéficié "d'un financement public et d'un soutien politique considérables". En ce sens, la Libye s'apparente à une grande cocotte-minute prête à exploser. » [4]

Un autre argument que j'entends souvent est que si l'OTAN était intervenue en Syrie, ce pays aurait été comme la Libye aujourd'hui. Eh bien, je peux te dire qu'il n'y a pas une seule personne syrienne qui ne souhaiterait pas, et ne prierait pas nuit et jour, pour que la Syrie soit comme la Libye aujourd'hui. Je veux dire que la situation en Libye est bénigne comparée à ce qui s'est passé en Syrie : l'ampleur des massacres, la dévastation, les déplacements, etc. sont incomparablement plus terribles en Syrie. Après deux ans de liberté politique nouvellement acquise, la Libye est tombée dans une nouvelle guerre civile à partir de 2014, alimentée par des interventions étrangères rivales, mais c'est resté une guerre de faible intensité comparée à celles de Syrie et du Yémen.

Je voudrais revenir à l'un de tes principes initiaux, celui qui concerne le cas exceptionnel où un massacre est imminent. Est-ce un argument en faveur de l'intervention humanitaire ?

Le concept d'« intervention humanitaire » est vicié. Personne ne s'opposerait à une intervention véritablement « humanitaire », comme l'envoi de troupes pour aider à la suite d'un tremblement de terre de grande envergure. Aucun anti-impérialiste ne pourrait s'opposer à pareille intervention, car ce serait complètement absurde. Je n'ai jamais utilisé l'expression « intervention humanitaire », sauf pour la critiquer en tant que prétexte hypocrite à des interventions impérialistes. Lorsque l'impérialisme intervient dans un conflit, ce n'est jamais pour des raisons humanitaires et je n'ai jamais souscrit à la moindre illusion à ce sujet. J'ai, au contraire, toujours dénoncé ce que Noam Chomsky a appelé le « nouvel humanisme militaire » [5].

Les cas exceptionnels dont je parle sont ceux où, pour des raisons qui leur sont propres, les puissances impérialistes soutiennent un soulèvement populaire contre un régime despotique, le dernier exemple en date étant le soulèvement contre la prise de pouvoir par les militaires au Myanmar. Dans de tels cas, si le mouvement populaire décide de prendre des armes pour se défendre contre un massacre en cours, je soutiens son droit à obtenir des armes défensives de n'importe où, même s'il ne peut en obtenir qu'auprès de puissances impérialistes. Je suis même pour exiger que les gouvernements occidentaux lui fournissent de telles armes. Mais je ne soutiens pas une intervention directe, qu'elle prenne la forme de bombardements ou de l'envoi de troupes au sol, à plus forte raison lorsque cela se fait en violation du droit international. Toutefois, s'il n'y a aucune alternative pour empêcher un massacre imminent à grande échelle, il me faut m'abstenir jusqu'à ce que la menace soit éliminée. S'abstenir signifie que je n'irais pas manifester contre l'intervention, comme l'ont fait quelques personnes le 19 mars 2011 à New York et Washington tandis que la population de Benghazi applaudissait joyeusement ce qu'elle percevait comme son sauvetage. Mais je n'irais pas non plus manifester en soutien à l'intervention : je mettrais plutôt en garde la population en péril contre toute illusion sur les intentions et les desseins réels de ses sauveteurs du moment. C'est ce que j'ai fait en 2011, lorsque l'intervention a commencé en Libye. La ville de Benghazi était menacée par le régime, la population de Benghazi a imploré l'ONU d'intervenir, le Conseil de sécurité a voté une résolution autorisant cette intervention, et Moscou et Pékin ont consenti, bien qu'en s'abstenant plutôt qu'en votant pour. C'est ce que j'avais expliqué dans l'interview du 19 mars [6] que tu avais faite avec moi, et rien d'autre. Et pourtant, cela a provoqué un déchaînement de rancœur dans certains cercles de la gauche anti-impérialiste aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, depuis les néo-campistes habituels jusqu'à certains révolutionnaires qui avaient encore besoin d'« apprendre à penser » [7].

Pour moi, le côté original de ce débat était qu'il a révélé l'ethnocentrisme occidental de la plupart de mes détracteurs. Ils ne pouvaient tout simplement pas se mettre à la place des habitants de Benghazi ou de toute autre partie de la région arabe secouée par l'onde de choc révolutionnaire de 2011. Ils voyaient tout à partir des Etats-Unis ou de leur caniche britannique et ne s'intéressaient qu'à contrer ce que leur gouvernement faisait, sans se soucier de ce qui arrivait aux destinataires. Ils m'ont attaqué parce qu'ils ne pouvaient pas concevoir que je réagisse politiquement plus à l'unisson avec la partie arabe du monde à laquelle j'appartiens (lorsqu'elle est directement concernée, bien entendu) qu'avec la Grande-Bretagne où je réside et travaille – mon travail étant d'ailleurs concentré sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Pour ne donner qu'un exemple, le 19 mars 2011, le jour même de notre entretien, le Hezbollah libanais – qui n'est pas exactement connu pour être un grand ami des Etats-Unis – organisait dans la banlieue sud de Beyrouth un grand meeting de solidarité avec les peuples arabes. C'était avant que le soulèvement syrien ne modifie la position du Hezbollah. Voici ce que le dirigeant du parti, Hassan Nasrallah, a dit au sujet de la Libye dans son long discours :

> « En Libye, les gens se sont soulevés comme ils l'ont fait en Tunisie et en Egypte. Un groupe de jeunes a commencé à Benghazi et a été accueilli par des balles et des tueries. La population les a soutenus et la révolution s'est étendue de ville en ville, avec manifestations et désobéissance civile. On leur a opposé des balles, des avions et des tanks. La guerre a été imposée à la révolution populaire pacifique et civile. […] Comme vous tous, nous avons vu à la télévision des avions, et des chars, et des canons, et des lance-roquettes multiples Katioucha, alignés d'une manière qui, au Liban, nous rappelle l'invasion de 1982 et toutes les guerres israéliennes. Cette guerre qui est lancée aujourd'hui par le régime de Kadhafi contre le peuple libyen est du même type que celles lancées par Israël contre le Liban et Gaza. … Quiconque peut apporter une aide quelconque à ce peuple insurgé doit le faire pour qu'il tienne bon et résiste face à la destruction et aux massacres.
>
> »Nos frères révolutionnaires en Libye et nos peuples arabes doivent savoir que les Etats-Unis et l'Occident ont donné au régime libyen assez de temps pour écraser la révolution, beaucoup de temps perdu en débats et réunions. Mais les Libyens ont tenu bon, ils ont résisté et se sont battus, et ont embarrassé le monde entier par leur fermeté et leur résistance. […] Certes, la situation en Libye est devenue très compliquée avec le début de l'intervention internationale qui pourrait impliquer la Libye dans le jeu des nations, et cela exige des insurgés qu'ils déploient leur vigilance et leur patriotisme dans lesquels nous avons grande confiance. » [8]

Tu auras noté que Nasrallah blâmait en fait « les Etats-Unis et l'Occident » non pas pour être intervenus, mais pour avoir tardé à intervenir ! Il était beaucoup moins critique que je ne l'avais été le même jour, lorsque tu m'as interviewé. Peu après, une fois la menace écartée, résultat qui fut obtenu après quelques jours d'intervention ayant entraîné la destruction d'une grande partie de l'aviation et des chars de Kadhafi, j'ai clairement déclaré être contre la poursuite des bombardements parce qu'ils n'étaient manifestement plus nécessaires afin de sauver une quelconque population, mais n'étaient plus qu'une tentative par l'OTAN de s'ingérer dans la situation libyenne et d'en prendre le contrôle. Voilà ce que j'ai expliqué le 31 mars :

> « En résumé, il était erroné pour toute force de gauche de s'opposer au principe d'une zone d'exclusion aérienne et au pilonnage initial des blindés de Kadhafi en l'absence d'une autre solution pour éviter le massacre à grande échelle qui se profilait en Libye. S'opposer à une zone d'exclusion aérienne en offrant des alternatives invraisemblables, comme l'ont fait plusieurs groupes de la gauche saine et véritable avec les meilleures intentions, n'était pas convaincant. Cette position a affaibli la gauche aux yeux de

l'opinion publique. S'opposer à la zone d'exclusion aérienne tout en ne manifestant aucun intérêt pour le sort des civils, comme l'ont fait certains groupes marginaux, était immoral – sans parler de l'attitude des staliniens plus ou moins rénovés qui soutiennent Kadhafi en tant que progressiste et anti-impérialiste et s'opposent au soulèvement en tant que conspiration menée par les États-Unis ou par Al-Qaïda (tout en recourant aux calomnies de type stalinien à l'égard de ceux à gauche qui ont montré de la compréhension pour la demande de protection émanant des insurgés libyens).

»Il ne fallait pas s'opposer à la demande de création d'une zone d'exclusion aérienne émise par le soulèvement. Par contre, il était juste d'exprimer les plus grandes réserves au sujet de la résolution 1973 du Conseil de Sécurité de l'ONU et de mettre en garde contre toute tentative de s'en saisir comme prétexte pour la mise en œuvre des visées impérialistes. Comme je l'ai dit au lendemain de l'adoption de la résolution 1973, « s'il ne faut pas s'opposer à la zone d'interdiction aérienne, nous devons exprimer notre défiance et appeler à une grande vigilance pour surveiller les actions de ces États, pour s'assurer qu'ils ne vont pas au-delà de la protection des civils, comme mandat leur en a été donné. » Notre prévention habituelle face aux interventions militaires des puissances impérialistes était supplantée par les circonstances urgentes d'un massacre imminent. Mais ces circonstances n'ont plus cours à présent et la protection du soulèvement peut maintenant se réaliser de bien meilleure manière en lui fournissant des armes. » [9]

L'autre cas similaire à celui de la Libye en 2011 est celui de l'offensive de Daech en 2014, lorsque Daech franchit la frontière irakienne et s'étendit sur un immense territoire sur lequel l'organisation commit des crimes horribles, y compris le génocide des Yézidis en Irak et la tentative d'en faire de même avec les Kurdes en Irak et en Syrie. La ville de Kobané, contrôlée par les Kurdes dans le nord-est de la Syrie, se trouva menacée par Daech. Washington intervint et commença à bombarder l'« Etat islamique » autoproclamé. Les anti-impérialistes auraient-ils dû manifester à Washington et à Londres en scandant « Arrêtez l'intervention des Etats-Unis en Syrie » ? Les Etats-Unis ont parachuté des armes aux forces kurdes. Les anti-impérialistes auraient-ils dû s'y opposer ? Je ne le crois pas. Au moment où il était le plus urgent d'empêcher une défaite kurde qui aurait ouvert la voie à Daech pour envahir les territoires contrôlés par les Kurdes en Syrie, on ne pouvait pas s'opposer aux bombardements. Une fois le danger immédiat écarté, il aurait fallu s'opposer à la poursuite des bombardements et demander que les armes nécessaires soient fournies à ceux qui combattaient Daech, en particulier les forces kurdes et alliées en Syrie et en Irak.

Pour résumer, dans des circonstances exceptionnelles lorsqu'il n'existe aucune alternative pour empêcher un massacre à grande échelle, l'intervention des puissances impérialistes peut être un « moindre mal » aussi longtemps et autant que nécessaire pour éliminer la menace. Armer un soulèvement démocratique contre un ennemi despotique beaucoup mieux équipé est une nécessité dans une perspective internationaliste véritablement de gauche. Les internationalistes doivent exiger que leurs gouvernements, y compris les gouvernements impérialistes, livrent des armes défensives au camp progressiste dans une guerre civile (rappelons-nous la guerre civile espagnole ! [10]). En même temps, nous devons préconiser à ceux qui ont besoin d'une telle aide une méfiance totale à l'égard des Etats-Unis et de tout gouvernement impérialiste quel qu'il soit. Et nous devons nous opposer à toute forme d'intervention qui leur lierait les mains et les subordonnerait à Washington, Moscou, ou qui que ce soit d'autre.

Mais si je faisais partie d'un groupe qui risque d'être massacré et qu'on me proposait une aide assortie de conditions, je pourrais dire que ces conditions sont pourries, mais que je préfère succomber à ces demandes et impositions pourries plutôt que de me faire massacrer.

Et je te comprendrais parfaitement. Mais mon rôle, de l'extérieur, serait de te dire : je comprends votre position, je comprends que vous n'avez pas le choix, mais je vous mets en garde contre les véritables buts et objectifs de ceux qui vous fournissent ce dont vous avez cruellement besoin, et je vous exhorte à faire tout votre possible pour maintenir et préserver votre pleine autonomie.

Gilbert Achcar

Click here to subscribe to ESSF newsletters in English and/or French.

P.-S.

A l'encontre

https://alencontre.org/ameriques/americnord/usa/debat-reflexions-dun-anti-imperialiste-apres-dix-ans-de-debat.html

---

Notes

[1] Gilbert Achcar, « How to Avoid the Anti-Imperialism of Fools », *The Nation*, 6 avril 2021. Traduction française : « Leur anti-impérialisme et le nôtre », *A l'Encontre*, 18 avril 2021.

[2] C'est le titre retenu par *A l'Encontre* ; voir note précédente (NDLR).

[3] Owen Bowcott, "Abdel Hakim Belhaj wins right to sue UK government over his kidnap," *The Guardian*, 30 octobre 2014.

[4] ICG, « Making Sense of Libya », 6 juin 2011.

[5] *The New Military Humanism : Lessons from Kosovo*, Monroe, ME : Common Courage Press, 1999. Traduction française : *Le nouvel humanisme militaire. Leçons du Kosovo*, Editions Page 2, 2000.

[6] Gilbert Achcar, « Libyan Developments », *ZNet*, 19 mars 2011. Traduction française : « Les événements en Libye », *Inprecor*.

[7] Léon Trotsky, « Il faut apprendre à penser. Conseil amical à l'adresse de certains ultra-gauches », 20 mai 1938, publié dans le numéro 10 de *Quatrième Internationale*, juillet 1938.

[8] http://archive.almanar.com.lb/article.php?id=22453 (en arabe). Pour d'autres extraits en anglais, voir Stephen R. Shalom, « Nasrallah on Libya », *ZNet*, 9 avril 2011.

[9] Gilbert Achcar, « Barack Obama's Libya speech and the tasks of anti-imperialists », *Le Monde diplomatique*, 4 avril 2011. Traduction française : « Le discours de Barack Obama sur la Libye et les tâches des anti-impérialistes », *A l'Encontre*, 20 avril 2011.

[10] Andreu Espasa, « Roosevelt et la guerre civile espagnole » *The Volunteer*, 15 déc. 2019,

https://albavolunteer.org/2019/12/roosevelt-and-the-lessons-from-the-spanish-civil-war/.